

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC de PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

---

**Mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé  
en phase conception et réalisation pour des opérations de  
catégorie 2, dans le cadre du programme de reconstruction des  
barrages de Barbey (77) et La Brosse (77)**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE  
1 chemin Jacques de Baerze  
CS 36229  
21062 DIJON Cedex**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONTEXTE - OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1	Contexte général du projet.....	4
1.2	Objet du marché .....	4
1.2.1	Présentation des opérations.....	5
1.2.1.1	Barrage de Barbey .....	6
1.2.1.2	Barrage de La Brosse .....	7
1.2.2	Mise en place d'un système de gestion électronique des documents.....	8
1.2.3	Décomposition de la mission en phase conception .....	8
1.2.3.1	Modalités pratiques de coopération .....	8
1.2.3.2	Analyses des études .....	9
1.2.3.3	Registre Journal de Coordination (RJC) .....	9
1.2.3.4	Interférences avec les activités d'exploitation.....	9
1.2.3.5	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) .....	10
1.2.3.6	Accès aux chantiers .....	10
1.2.3.7	Dossiers de maintenance des lieux de travail.....	10
1.2.3.8	Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	10
1.2.3.9	Mesures de sécurité des chantiers .....	10
1.2.3.10	Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	10
1.2.3.11	Avis sur les documents d'étude .....	10
1.2.3.12	Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	10
1.2.3.13	Déclaration préalable .....	11
1.2.4	Décomposition de la mission en phase de réalisation .....	11
1.2.4.1	Coordination des activités .....	11
1.2.4.2	Application des mesures de coordination .....	11
1.2.4.3	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) .....	12
1.2.4.4	Registre Journal de la Coordination (RJC) .....	12
1.2.4.5	Dossier de maintenance des lieux de travail .....	12
1.2.4.6	Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).....	12
1.2.4.7	Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).....	12
1.2.4.8	Accès aux chantiers .....	13
1.2.4.9	Interférences avec les activités d'exploitation.....	13
1.2.4.10	Les visites sur chantier.....	13
1.2.4.11	Avis sur les documents d'exécution des ouvrages .....	13
<b>2</b>	<b>CONTENU DE LA MISSION ET CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>13</b>
2.1	Contenu de la mission .....	13
2.2	Conditions d'exécution.....	16
2.2.1	Intervenants .....	16
2.2.1.1	Maître d'Ouvrage :.....	16
2.2.1.2	Maître d'œuvre .....	16
2.2.1.3	Assistant à maîtrise d'ouvrage .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.2.1.4	Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier .....	16
2.2.1.5	Autres intervenants .....	16
2.2.2	Autorité du coordonnateur SPS.....	17
2.2.3	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	17
2.2.3.1	Libre accès .....	17
2.2.3.2	Obligations du maître d'ouvrage .....	18
2.2.3.3	Dispositions prises par le maître de l'ouvrage .....	18
2.2.4	Déroulement de la mission.....	19



# 1 CONTEXTE - OBJET DU MARCHÉ

## 1.1 Contexte général du projet

Voies Navigables de France (VNF) possède un parc de barrages manuels qui n'ont pour la plupart pas connu de rénovation importante depuis leur construction au XIXème siècle. Les relevés de terrain et analyses déjà réalisés ont démontré que ces barrages sont vétustes et qu'ils doivent faire l'objet de travaux de réhabilitation.

VNF a lancé un programme global de reconstruction de l'ensemble des 46 barrages de navigation manuels situés sur le périmètre des Directions Territoriales Bassin de la Seine et de la Loire aval (DTBS) et Centre-Bourgogne (DTCB).

Parmi ces barrages, la rivière Yonne compte 25 barrages dits manuels, mécanisés (équipé de clapets motorisés mais non automatisé), mixte ou automatisés. Trois d'entre eux font déjà l'objet d'une Maîtrise d'œuvre indépendante. Cinq d'entre eux sont en cours de recrutement d'une Maîtrise d'œuvre.

De manière générale, le projet prévoit la modernisation de chacun de ces 25 barrages, selon plusieurs scénarios possibles :

- **L'automatisation** du barrage actuel en réutilisant une partie du génie-civil ou des bouchures existantes : ce scénario s'entend a priori surtout pour les ouvrages déjà muni de clapets ;
- **La déconstruction de l'existant et la reconstruction d'un nouveau barrage** permettant d'optimiser la gestion hydraulique du plan d'eau (réponse plus rapide aux crues, régulation plus fine du plan d'eau, automatisation de l'ouvrage à construire).

La modernisation comprendra un local de commande aux abords des ouvrages, situé hors des PHEC.

## 1.2 Objet du marché

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le marché a pour objet la réalisation **d'une mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé en phase conception et réalisation, pour deux opérations de catégorie 2** au sens des articles L 4532-1 et R 4532-1 et 4532-2 du Code du Travail.

Le marché concerne :

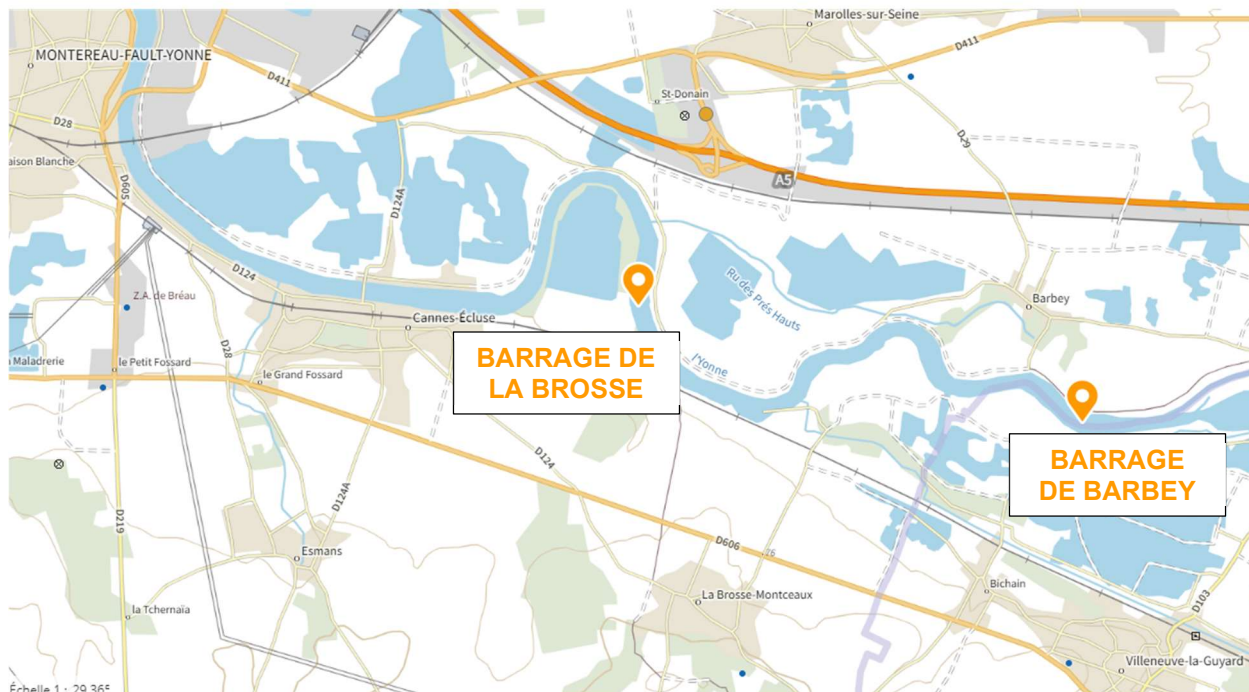
- Mission CSPS en phase conception
- Mission CSPS en phase réalisation, phase préalable au démarrage du chantier
- Mission CSPS en phase réalisation, exécution du chantier
- Mission CSPS en phase réalisation, finalisation et remise du DIUO en fin de chantier.

Les prestations attendues concernent **les opérations de démolition et de reconstruction de deux barrages de navigation situés sur la rivière Yonne.**

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation et pour laquelle un maître d'œuvre est en cours de désignation et un AMO pour contrôle extérieur (technique) va prochainement être mandaté.

Les lieux d'exécution des prestations sont propres à chacune des opérations :

- **Barrage de Barbey** : situé sur la commune de Barbey (77130), et positionné sur la rivière Yonne au droit du PK 96,190.
- **Barrage de La Brosse** : situé entre les communes de Cannes-Écluses (77130) et de Marolles-sur-Seine (77130), et positionné sur la rivière Yonne au droit du PK 100,620.



Le prestataire s'engage à mener à bien les prescriptions arrêtées dans le présent CCTP, et dans les délais fixés, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière.

## 1.2.1 Présentation des opérations

La phase de conception peut faire l'objet de documents partiels successifs. Dans cette hypothèse, l'ensemble des dispositions du présent marché se rapporte à chaque dossier partiel ou global soumis au Coordonnateur SPS ou établi par lui-même.

La phase de réalisation de chaque opération concernera la reconstruction d'un nouveau barrage ainsi que les travaux de démolition du barrage existant.

Au stade des études préliminaires déjà réalisées, il est prévu rebâtir les nouveaux barrages à l'amont immédiat des barrages actuels. Les études complémentaires du maître d'œuvre devront confirmer et préciser ce scénario, de sorte à arrêter l'implantation définitive au terme de la phase AVP.

Pour les 2 sites, il est à noter que la navigabilité devrait être maintenue durant les travaux. Les travaux sont actuellement prévus sur 3 périodes d'étiages de l'Yonne à compter de mai 2028.

Le planning prévisionnel de chaque opération est le suivant :

	2024				2025				2026				2027				2028				2029				2030			
	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4	Tr1	Tr2	Tr3	Tr4
AVP																												
Cadrage environnementale																												
Inventaires naturalistes																												
PRO																												
DAEU																												
Instruction																												
ACT (/// DCE)																												
TRAVAUX (/// Préparation)																												

La durée de la phase des études est estimée à :

- environ 8 mois pour la phase AVP d'avril 2025 à novembre 2025 avec une première version prévue à fin septembre et une seconde version prévue à fin novembre ;
- environ 6 mois pour la phase PRO d'avril 2026 à septembre 2026 avec une première version prévue en août 2026 et une seconde version pour septembre 2026 ;
- environ 3 mois pour la phase DCE de février à mai 2027 ;
- une consultation des entreprises travaux de juin 2027 à 2028 pour un choix des titulaires du marché de travaux en décembre 2027.

La période de préparation des travaux est estimée à 3 mois la première année de travaux à compter de janvier 2028, et de 1 mois les deux années suivantes.

La durée des travaux est estimée à ce jour à 18 mois répartis sur 3 ans. Avec une réalisation des travaux sur les périodes d'étiage de mai à octobre à compter du mois d'avril 2028.

Dans certaines situations, les éléments de régulation manuelle des ouvrages (hausses, vanne toit) sont effacés afin de placer l'ouvrage en situation de « transparence à l'écoulement ». Cela se produit notamment pendant les crues hivernales, ou lors des périodes de chômage de la navigation (fixée de janvier à mars à l'amont d'Auxerre et d'octobre à décembre à l'aval d'Auxerre), lors desquelles les travaux effectués nécessitent un abaissement de la ligne d'eau.

Au stade actuel des études, les montants des travaux (valeur juin 2024) sont estimés à :

- Barbey : 14,6 M€ HT ;
- La Brosse : 14,8 M€ HT ;

À ce stade de l'opération, pour chaque barrage, l'allotissement est prévu de la manière suivante :

- Travaux de démolition, reconstruction du barrage (génie civil, métallerie et électricité/contrôle commande)
- Travaux de construction de la guérite (local technique)
- Travaux concernant les mesures « Compensation » liés à l'impact environnemental du projet. Ces travaux pourront se faire sur un autre site et à une période différente. Ces travaux ne font pas partie de la présente mission du CSPS. En cas de besoin d'un CSPS pour ces travaux, une consultation spécifique sera lancée.

### 1.2.1.1 Barrage de Barbey

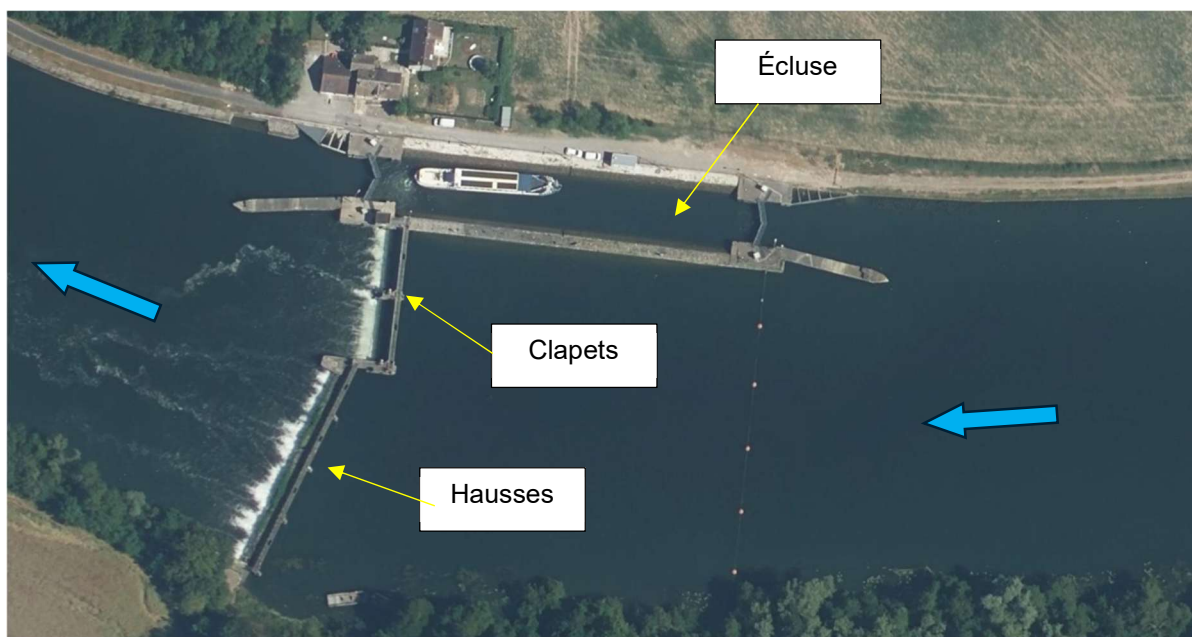
Le barrage de Barbey est constitué d'un déversoir à hausses chaînées ainsi que deux passes à clapets. Il s'appuie en rive droite sur une écluse présentant certains signes de vétusté.

Cette dernière n'est pas concernée par le présent projet mais VNF porte une opération séparée en vue de sa régénération et de sa modernisation. Les travaux de l'écluse devraient précéder ceux du barrage, mais la possibilité de concomitance des deux chantiers n'est pas à exclure.

Dans cette hypothèse, les deux CSPS affectés à chaque projet devront pouvoir communiquer afin de coordonner leurs actions et d'assurer la sécurité sur le site.

La phase de réalisation inclut également le local du poste de commande du barrage, partagé avec celui de l'écluse, pour lequel une reconstruction est également envisagée.



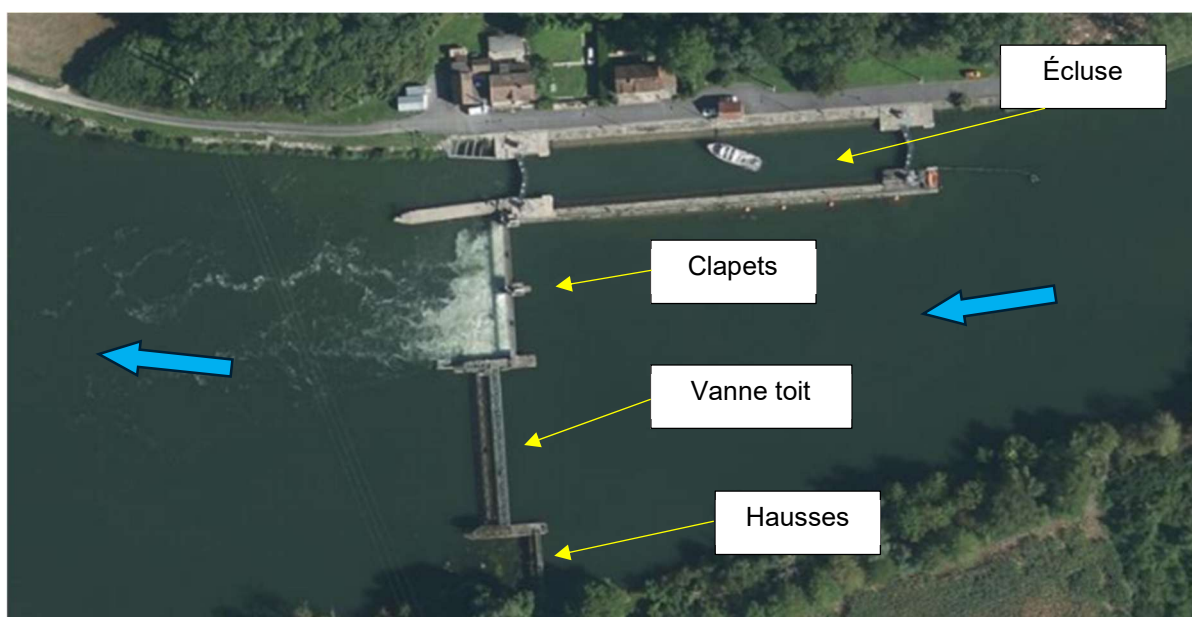


*Configuration actuelle du site de Barbey*

### 1.2.1.2 Barrage de La Brosse

Le barrage de La Brosse est constitué en rive gauche d'un déversoir à hausses Pasqueau, actuellement condamnées, suivie d'une vanne toit, manœuvrée en tout ou rien, puis de deux passes à clapets.

Il s'appuie en rive droite sur une écluse présentant plusieurs signes de dégradations. Cette dernière n'est pas concernée par le présent projet mais VNF porte une opération séparée en vue de sa régénération et de sa modernisation. Les travaux de l'écluse devraient précéder ceux du barrage, mais la possibilité de concomitance des deux chantiers n'est pas à exclure.



*Configuration actuelle du site de La Brosse*

## 1.2.2 Mise en place d'un système de gestion électronique des documents

N° prix BPU : GED

L'ensemble des documents relatifs à la mission conduite par le coordonnateur SPS sont établis informatiquement aux formats standards suivants :

- docx ou xlsx
- PDF
- le cas échéant, dwf
- pour les images bmp, jpg, png

Il est demandé au titulaire de mettre en place **une plateforme sécurisée de gestion électronique des documents (GED)**. Cette plateforme doit permettre aux différents acteurs des opérations a minima :

- De visualiser ;
- De déposer et/ou télécharger ;
- De modifier les différents documents contractuels, informations, diagnostics et résultats des investigations complémentaires, et livrables en lien avec la mission.

Cette plateforme permettra une gestion fine des droits des différents utilisateurs prenants part au projet.

La plateforme devra être accessible pour une cinquantaine de comptes.

La GED devra a minima permettre de distinguer deux types de comptes :

- Des comptes administrateurs restreints avec la possibilité de visualiser, déposer, télécharger et modifier les différentes données administratives et techniques en lien avec la mission ainsi que l'arborescence ;
- Des comptes invités avec la possibilité visualiser, déposer et télécharger les différentes données administratives et techniques en lien avec la mission CSPS.

Le titulaire veillera à déposer sur la GED l'ensemble des livrables, comptes-rendus et documents dans leur version définitive ou actualisée, notamment le registre journal de coordination. Il établira également une arborescence claire et pratique permettant de structurer la GED afin de faciliter la recherche des documents.

Une archive de la plateforme sera remise au maître d'ouvrage à la fin de la phase étude et à la fin du marché. Cette archive reprendra la structure de la GED et contiendra l'ensemble des documents disponibles sur celle-ci.

## 1.2.3 Décomposition de la mission en phase conception

N° prix BPU : C1 à C7

### 1.2.3.1 Modalités pratiques de coopération

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Conformément à l'article R.4532-6 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération sur la base de ces propositions, dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au marché concerné.



### 1.2.3.2 Analyses des études

Pour chaque barrage, le coordonnateur SPS réalisera l'analyse des dossiers AVP, PRO, DCE et toutes pièces ou études réalisées par le maître d'œuvre qui lui seront transmises (*art. R4532-8 du Code du Travail*) suivant les délais indiqués au paragraphe concerné du CCAP.

Le coordonnateur devra donner un avis sur les indices successifs de ces différents dossiers (*AVP version 1, AVP version 2, ...*).

Le coordonnateur participera à une ou plusieurs réunions de conception organisé par le maître d'ouvrage concernant l'avancement des différents éléments de mission du MOE. Il devra notamment participer aux réunions de présentation des livrables du MOE.

Les diagnostics amiante et plomb seront également transmis au CSPS.

Le CSPS pourra demander des investigations complémentaires si cela s'avère nécessaire.

Ces différents éléments sont compris dans les prix correspondants du BPU.

### 1.2.3.3 Registre Journal de Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination pour chacun des barrages, dès notification du marché.

Chaque registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence. Le registre pourra être dématérialisé.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Dès l'ouverture du Registre-Journal, le CSPS le transmettra au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre pour visa.

Pour les observations aux autres intervenants, cette transmission sera effectuée sous 24h après constat de l'observation. Le Registre-Journal devra porter le visa de l'intervenant concerné en regard de l'observation.

La trame du Registre-Journal utilisée par le Coordonnateur SPS doit permettre de porter l'ensemble des visas conformément à l'article R4532-38 du Code du travail.

### 1.2.3.4 Interférences avec les activités d'exploitation

La mission confiée au coordonnateur SPS concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation de chaque site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Dans les cas présents, les écluses attenantes aux barrages de Barbey et de La Brosse ne sont pas directement concernées par le présent programme de travaux et seront exploitées par les services de VNF en parallèle de l'exécution des travaux. De la coordination sera donc à prévoir entre les entreprises travaux et les exploitants de VNF a minima.

### 1.2.3.5 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS relatif à chaque barrage dès la notification du marché conformément à l'article R4532-12 du code du travail et le met à jour au fur et à mesure de la phase de conception. Son cadre est défini par les articles R.4532-44 à 46 du Code du Travail.

Il tiendra compte des interférences avec les activités d'exploitation sur chaque site intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et si besoin d'organiser en présence du Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, l'inspection des lieux.

Les délais pour la remise du PGCSPS sont présentés dans le CCAP au paragraphe concerné.

### 1.2.3.6 Accès aux chantiers

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder aux chantiers.

### 1.2.3.7 Dossiers de maintenance des lieux de travail

Le coordonnateur SPS constitue les dossiers de maintenance tels que définis aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail.

### 1.2.3.8 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le DIUO de chaque ouvrage reconstruit, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Il comporte notamment le dossier de maintenance établi par le coordonnateur SPS.

Dans un délai fixé dans le CCAP au paragraphe concerné, le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage.

### 1.2.3.9 Mesures de sécurité des chantiers

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur les chantiers.

### 1.2.3.10 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans Objet.

### 1.2.3.11 Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai fixé au paragraphe concerné du CCAP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

### 1.2.3.12 Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE travaux, pressenti commun aux deux barrages, en proposant au maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur chaque chantier et en particulier :

- Notice d'intervention : les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous/traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- le Plan Général de Coordination SPS.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur certains documents de consultation rédigés par le maître d'œuvre.

### 1.2.3.13 Déclaration préalable

Le coordonnateur établira pour le compte du maître d'ouvrage les modèles de déclaration préalable prévue à l'article L 4532.1 du code du travail. Le maître d'ouvrage les adressera aux organismes concernés.

Le coordonnateur transmettra au maître d'ouvrage les adresses et coordonnées des organismes à solliciter.

## 1.2.4 Décomposition de la mission en phase de réalisation

*N° prix BPU : R1 à R13*

### 1.2.4.1 Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise intervenant sur chaque site, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) par les entreprises. Les comptes rendus des inspections communes réalisés avant la remise du PPSPS par l'entreprise (R 4532-13), est mentionné dans le Registre-Journal (Art R. 4532-38). L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

### 1.2.4.2 Application des mesures de coordination

Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

### 1.2.4.3 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise les PGCSPS et les PPSPS (Art R 4532-48), complète et adapte chaque PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier (Art R 4532-47) et diffuse immédiatement les modifications du PGCSPS aux divers intervenants, en cours de chantier (Art R 4532-47).

Le coordonnateur SPS en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

### 1.2.4.4 Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-38 à 41 du code du Travail, le coordonnateur SPS tient à jour le RJC en le complétant par tout nouvel élément qu'il juge pertinent et fait viser les acteurs concernés, notamment après chaque visite de chantier (*obligatoire ou inopinée*).

En cas de manquement grave constaté, il informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de ses observations.

En phase réalisation, sont consignés :

- Les comptes-rendus d'inspection commune,
- Le rapport de réunion de chantier ou de coordination
- Les événements particuliers survenus sur la chantier, tels que les accidents du travail, les contrôles
- Les notifications, observations effectuées, anomalies constatées, qui seront dans la mesure du possible illustrées par des photographies explicites.

### 1.2.4.5 Dossier de maintenance des lieux de travail

Le coordonnateur SPS complète et adapte le dossier de maintenance tel que défini aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail. Il intègre dans ce dossier les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs des éléments d'équipement insérés dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

### 1.2.4.6 Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Il intègre le dossier de maintenance des lieux de travail.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai indiqué paragraphe concerné du CCAP suivant à partir de la remise par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 15 jours.

Au cours de l'année de parfait achèvement et dans le cadre du suivi des levées des réserves, le coordonnateur modifie et complète le DIUO.

### 1.2.4.7 Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans Objet

### 1.2.4.8 Accès aux chantiers

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder aux chantiers conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

### 1.2.4.9 Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532-14 2° du Code du Travail.

### 1.2.4.10 Les visites sur chantier

Afin de s'assurer de la mise en application correcte des prescriptions, il est demandé au coordinateur SPS d'être fréquemment présent sur le chantier.

**Le titulaire s'engage à effectuer sur chaque site :**

- Une visite régulière au minimum d'une demi-journée par semaine, comprenant au minimum la participation à une réunion de chantier tous les 15 jours.
- Deux visites inopinées au minimum par mois (*en dehors des visites régulières*).

**En situation d'urgence ou de condition exceptionnelle, n'ayant pas de caractère prévisible, le titulaire devra pouvoir intervenir sans délai sur le chantier à la demande du MOE ou du MOA.**

Cette prestation forfaitaire comprend le déplacement et la présence sur site durant une demi-journée et les tâches de coordinateur à réaliser.

À l'issue de chaque visite, il remettra à la maîtrise d'ouvrage un compte-rendu daté et signé, auquel seront jointes des photos et tout autre élément utile appuyant ses constatations.

### 1.2.4.11 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que chaque projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (*ou autres dispositifs*), et les circuits d'évacuation des déchets pendant la période de préparation de chantier.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.

## 2 CONTENU DE LA MISSION ET CONDITIONS D'EXECUTION

### 2.1 Contenu de la mission

- GED : mission au démarrage des prestations, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
GED	Mise en place d'une plateforme de gestion électronique des documents

- C1 à C7 : mission en phase de conception, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
C1	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade AVP
C2	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade PRO
C3	Assiste le Maître d'ouvrage à la mise au point du projet notamment en analysant les dossiers d'études remis au stade DCE
C4	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination (P.G.C) en matière de sécurité et de protection de la santé
C5	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O)
C6	Ouverture du registre journal de coordination
C7	Assistance auprès du Maître d'ouvrage pour la transmission de la déclaration préalable ou tout autres documents auprès des organismes concernés (CARSAT, inspection du travail...)

- R1 à R6 : mission en phase de réalisation et plus particulièrement la **phase préalable au démarrage du chantier**, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
R1	Organisation de la coordination des activités à venir des différentes entreprises présentes sur le chantier en phase préparatoire
R2	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R3	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R4	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R5	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point par l'entreprise ou le groupement pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'ouvrage et ATMO
R6	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération

Cette phase s'étend sur toute la durée de l'opération, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la période précédant la livraison finale du projet.

- R7 à R11 : mission en phase de réalisation : **phase de suivi du chantier**, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
R7	Présence et intervention régulières sur le chantier, <u>effectuées dans le cadre d'un déplacement sur les deux sites</u> , aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, en respectant les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une visite minimum d'une demi-journée par semaine (hors visite inopinée)</li> <li>▪ La participation à une réunion de chantier minimum tous les 15 jours</li> </ul>
R7bis	Présence et intervention régulières sur le chantier, <u>effectuées dans le cadre d'un déplacement sur un seul site</u> , aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, en respectant les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une visite minimum d'une demi-journée par semaine (hors visite inopinée)</li> <li>▪ La participation à une réunion de chantier minimum tous les 15 jours</li> </ul>
R8	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
R9	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R10	Présence et intervention inopinées sur le chantier, <u>effectuées dans le cadre d'un déplacement sur les deux sites</u> , pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à raison de <b>deux visites inopinées minimum par mois</b>
R10bis	Présence et intervention inopinées sur le chantier, <u>effectuées dans le cadre d'un déplacement sur un seul site</u> , pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, à raison de <b>deux visites inopinées minimum par mois</b>
R11	Présence et intervention sur le chantier pour conditions exceptionnelles ou urgentes

Cette phase s'étend sur toute la durée de l'opération, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la période précédant la livraison finale du projet.

- R12 à R13 : mission en phase de réalisation : **Réception**, dont les attendus sont les suivants :

Code	Désignation
R12	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien
R13	Fourniture du DIUO définitif

La phase de réception comprend la période précédant la livraison du projet jusqu'à la phase de levée des réserves, en tenant compte des réceptions partielles.



## 2.2 Conditions d'exécution

### 2.2.1 Intervenants

#### 2.2.1.1 Maître d'Ouvrage :

Assurée par la Direction de l'Ingénierie et de la Maitrise d'Ouvrages de VNF et représentée par :

**L'unité Opérationnelle de Dijon** qui assure la conduite d'opération ; à ce titre, la DIMOA/UO Dijon a la charge de la bonne exécution et de la qualité technique, administrative, financière et organisationnelle de l'opération. Elle assure notamment le pilotage de la maîtrise d'œuvre.

#### 2.2.1.2 Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre des opérations de reconstruction est **en cours de désignation**.

Il est chargé d'une mission complète, couvrant phases de conception et phases de réalisation pour chacun des barrages. Les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont précisées dans le CCAP du présent marché.

#### 2.2.1.3 Contrôle extérieur

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation. Outre le maître d'œuvre en cours de désignation, un **AMO pour contrôle extérieur** va prochainement être mandaté.

Les missions qui lui sont confiés s'étendent durant toute la phase de conception et consistent en un contrôle de la qualité des études AVP, PRO et DCE.

#### 2.2.1.4 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier (OPC) est assurée par le maître d'œuvre.

#### 2.2.1.5 Autres intervenants

- **L'exploitant des barrages (UTI Nivernais Yonne)** est amené à travailler sur le site des barrages pour assurer la continuité de la navigation sur la rivière Yonne ainsi que la surveillance de l'ouvrage.
- **Le service Exploitation Maintenance Environnement Hydraulique (SEMEH)** de la DT Centre-Bourgogne pour le suivi des aspects réglementaires
- **VNF siège** : il sera destinataire pour validation du dossier de projet du maître d'œuvre.
- **Le contrôleur extérieur** : en cours de désignation.

## 2.2.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le présent contrat sera soumis aux dispositions du **CCAG - Prestations Intellectuelles 2021**.

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

À compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le coordonnateur veille à la mise en oeuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra, en tant que de besoin, auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.

Il est rappelé, d'après l'article L 4532-6 du Code du travail, que son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants sur les chantiers, en application d'autres dispositions dudit code.

Le coordonnateur dispose d'une compétence définie au sens de l'article R 4532-17 à 19 du Code du Travail. Il informe le maître d'ouvrage des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires, notamment en cas découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté.

Il ne dispose d'aucune délégation de pouvoir du maître d'ouvrage, ni d'aucun intervenant sur les chantiers.

Le coordonnateur n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée de la mission, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci (*congés, maladie...*), qui n'est pas du fait du titulaire. Il s'engage à présenter à l'agrément du maître d'ouvrage, le suppléant qui sera amené à intervenir en cas d'empêchement dans des délais raisonnables avec le déroulement de la mission.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.) le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités au paragraphe 2.2.1 du présent CCTP est soumis au maître de l'ouvrage.

## 2.2.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

### 2.2.3.1 Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Aux chantiers en respectant les principes de sécurité

- Aux bureaux des chantiers et aux matériels mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### 2.2.3.2 Obligations du maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage communique au titulaire :

- les noms et coordonnées des chefs d'établissement, lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou lorsqu'il existe des activités extérieures d'exploitation à proximité du chantier ;
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 2.2.1 du présent CCTP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisé à accéder aux chantiers ;
- tous les documents nécessaires à l'établissement des dossiers d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

### 2.2.3.3 Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs à l'élément projet (AVP et PRO).
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (*entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.*) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

## 2.2.4 Déroulement de la mission

Les barrages de Barbey et de La Brosse, construits en 1865, présentent une importante vétusté, qui induit des risques pour leur pérennité et leur exploitation. Ils sont inscrits parmi les ouvrages prioritaires du programme stratégique de reconstruction des 25 barrages manuels de l'Yonne, décidé par VNF.

Il est prévu de **conduire les deux opérations de manière concomitante**, en phase de conception et en phase de travaux. Cet objectif vise à mutualiser et optimiser les ressources mises en œuvre.

Si néanmoins des imprévus remettaient en cause cette synchronisation et imposait une réalisation décalée des études de MOE, le titulaire adapterait l'exécution de ses prestations en conséquence.



**Voies navigables de France DTCB**  
**Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA)**  
**Unité Opérationnelle de Dijon**  
1, Chemin Jacques de Baerze  
CS 36229  
21062 DIJON Cedex

